

DISSERTATION

Sujet = L'École, en France, a-t-elle perdu sa capacité d'intégrer les individus dans la société ?

DOCUMENT 1 –

En 1946, 5% d'une génération accédait au niveau du baccalauréat. Nous atteignons 67%. Cette proportion a doublé entre 1980 et 1994, grâce, notamment, aux nouveaux baccalauréats technologiques et professionnels : le bac général n'est plus attribué qu'à 35% d'une classe d'âge ! Mais cette proportion de 67% tend à se stabiliser. Autre indicateur : en cinquante ans, de 1946 à 1996, la proportion des jeunes de 20 ans devenant étudiants est passée de 2% à 40%. Toutes les couches sociales ont profité de l'élévation générale du niveau de formation, particulièrement sensible à la fin des années 80. La possibilité de suivre des études supérieures a été depuis 1984 multipliée en moyenne par plus de 2, et par 3,5 par les enfants d'ouvriers. Contrairement aux discours de certains, le niveau a très largement progressé tout comme la palette des savoirs maîtrisés par les enfants.

Cependant l'origine sociale continue de marquer les parcours. Pis, depuis 1997, l'accès à l'enseignement supérieur des enfants d'employés et d'ouvriers accuse une baisse inédite, quand celle des enfants de cadres supérieurs augmente encore. D'autres indicateurs, plus fins, témoignent de cette panne relative. La part des élèves qui ne maîtrisent les compétences de base ni en lecture ni en calcul, mesurée depuis 1992 en CM2 et en 6ème, ne bouge pas : 5 à 10% des enfants entrent au collège en grande difficulté scolaire. De même, le nombre de jeunes sortant de l'école sans atteindre le niveau d'un CAP, après avoir spectaculairement diminué - de 224 000 en 1973 à 58 000 près de 25 ans plus tard -, semble former un noyau dur incompressible. Plus grâce, de nombreux travaux de recherche témoignent d'une dispersion croissante de la situation des établissements scolaires : polarisation sociale, écarts de performance aux examens et inégalités territoriales démontrent qu'une "école à plusieurs vitesses" s'est instaurée dans les faits.

(Source : Nathalie Guibert, *Le Monde*, 13 juin 2000)

DOCUMENT 2 – Évolution des sortants du système éducatif selon le plus haut diplôme obtenu et du taux de chômage selon le diplôme de 1 à 4 ans après la fin des études (en %)

	Sortants du système		Taux de chômage	
	1975	2004	1975	2004
Aucun diplôme ou brevet	54,9	16,3	15	40
CAP-BEP	17,9	17,4	10	14
Baccalauréat	15,5	23,5	8	13
Supérieur Court	6,5	17,4	6	9
Supérieur Long	5,2	25,4	4	9

(Source : Ministère de l'Éducation nationale, *L'état de l'École* n°15, Octobre 2005)

DOCUMENT 3 –

En France, l'école a construit le modèle national, ce qui est tout à fait original. L'école républicaine a installé la culture nationale, universelle et libératrice. Elle a contribué à l'idée que le travail et le mérite constituaient le mode le plus légitime de mobilité sociale, de progression. Et l'école a été perçue comme le facteur d'homogénéité face à la diversité des classes sociales, des religions et des singularités.

Cela a bien fonctionné jusque dans les années 1960, quand le développement de l'école était en harmonie avec celui de l'économie. Quand la production de diplômes et de qualifications était à peu près adaptée au développement des emplois. Quand nous pensions que notre modèle culturel bénéficiait d'une formidable légitimité. Quand, enfin, la France se vivait comme un grand pays, maître de son destin et porteur d'une grande culture. Maintenant, ce modèle est en grande crise. Il y a un décrochage des qualifications d'avec les emplois. Aujourd'hui, la massification et l'allongement des études ont fait monter le niveau des exigences des familles et des élèves, et généré des espérances déçues. Cela s'est vu avec le vote sur le référendum, dimanche. Jusqu'à bac + 2, les gens ont voté non et seulement à partir de ce niveau oui. Il faut avoir atteint ce niveau pour avoir un sentiment de rentabilité sociale, d'utilité des études.

La massification n'a pas réduit les inégalités devant l'école. Il y avait un formidable espoir d'égalité qui a été déçu. Les élites ont un recrutement social de plus en plus fermé et homogène, et les élèves en échec viennent du même environnement social. En fait, on a réussi techniquement la massification et, pendant trente ans, on a réduit les inégalités. Depuis une dizaine d'années, on a atteint un seuil et l'on se retrouve aujourd'hui dans un processus qui cristallise les inégalités. Toute une partie de la population scolaire n'y croit plus, d'où le décrochage, sans compter une forme de ressentiment et de violence. Les gamins disent : "Vous nous avez intégrés pour mieux nous reléguer." Le deuxième élément, c'est le développement du marché scolaire, tant dans le privé que dans le public. Les familles se comportent en usagers éclairés.

(Source : François Dubet, *Le Monde* du 3 juin 2005)

DOCUMENT 4 – Capital humain, recherche et croissance économique

	Dépenses pour l'enseignement (en% du PIB) en 2003	Dépenses par étudiant en dollars en 2003	% de 25-64 ans ayant au moins une licence en 2003	Dépenses de R&D en % du PIB en 2003	Taux de croissance annuel moyen entre 1994 et 2004 (en %)	Taux de chômage en 2004 (en %)
Etats-Unis	7,94	22 234	29,0	2,60	3,3	5,1
France	5,98	8 834	12,4	2,19	2,3	9,9

(Source : L'OCDE en chiffres, Edition 2005)

DOCUMENT 5 –

Aujourd'hui, on commence à nouveau à se soucier de quelques évidences structurelles : ce n'est pas l'école qui crée le chômage et les conditions d'existence (logement, etc.) des parents, ce n'est pas elle qui décide de la répartition et de la hiérarchie des qualifications, etc. Il ne s'agit pas bien sûr d'adopter l'attitude symétrique qui consisterait à nier les dysfonctionnements – biens réels – du système éducatif, mais d'insister sur ce qui s'avère une redécouverte difficile à ignorer : l'école est dans la société et elle est beaucoup moins forte qu'elle. Le chômage structurel de masse, les stratégies des groupes sociaux les mieux dotés, l'accentuation de la lutte pour les places dans un contexte de plus en plus concurrentiel, la montée des ségrégations (sociales et spatiales), expliquent beaucoup plus l'échec de la démocratisation que tel « effet maître » (rôle des méthodes pédagogiques et de l'enseignant dans la réussite scolaire) ou « effet établissement » (rôle de la politique des établissements dans la réussite scolaire).

(Source : Pascal Combemale, La sociologie peut-elle se passer de la société ? Alternatives économiques, Hors-série n°69, Avril 2006)

DOCUMENT 6 – Les élèves à l'entrée du collège en 1995 (en %)

CSP du chef de famille	Origine sociale des élèves en 6 ^{ème}	Avaient redoublé le CP	Sont dans une école privée	Font de l'Allemand en 1 ^{ère} langue	Ont réussi le Bac général en 2001	Origine sociale des élèves de CPGE* en 2002
Enseignant	3	0,5	17,9	25,6	81,1	12
Cadre supérieur	12	1,6	27,6	19,8	71,2	42
Profession intermédiaire	15	3,4	19,8	14,3	51,7	14
Agriculteur	2	5,3	35,2	8,1	39,5	2
Artisan, Commerçant	8	5,7	30,3	8,1	31,0	7
Employé	16	7,0	17,3	10,1	32,4	9
Ouvrier qualifié	16	10,5	13,5	8,1	27,5	4
Ouvrier non qualifié	16	17,4	9,3	7,7	19,5	2
Inactifs	12	20,1	5,8	6,7	14,3	8
Ensemble	100	7,8	18,7	11,4	35,2	100

(Source : éducation et formation n°66, juillet-décembre 2003) (CPGE = classes préparatoires aux grandes écoles)

ECOLE ET INTEGRATION

Introduction :

- *Amorce* = L'Ecole est une institution qui a plusieurs objectifs : l'apprentissage d'une culture nationale qui contribue à la formation du citoyen ; la compensation des handicaps culturels au nom de l'égalité des chances ; la transmission d'un savoir, d'un savoir-faire et d'un savoir être, qui faciliteront l'insertion professionnelle. Or, depuis quelques années, l'Ecole est montrée du doigt pour n'avoir pas su répondre correctement à ces différentes missions.
- *Problématique* = L'Ecole participe-t-elle à l'affaiblissement du lien social en France ? L'intégration des sortants du système éducatif se fait-elle moins bien qu'auparavant ? L'Ecole est-elle devenue inégale ? N'est-elle plus capable de favoriser une mobilité sociale ascendante ? L'Ecole peut-elle échapper aux transformations de la société française ?
- *Annonce du plan* = Si l'Ecole est bien une institution qui facilite l'intégration sociale des individus, elle n'est pas insensible au processus de séparatisme social qui se manifeste dans la société française contemporaine.

1 – LA MASSIFICATION DE L'ECOLE A FAVORISE L'INTEGRATION SOCIALE

A – L'ECOLE A POUR VOCATION D'INTEGRER LES INDIVIDUS

Phrase introductive = L'intégration sociale suppose à la fois que les individus soient capables de nouer des relations sociales avec les autres membres de la société (intégration « dans ») et que ces derniers veuille bien considérer que les premiers appartiennent au groupe social (intégration « par »). Dans quelle mesure l'Ecole républicaine accueillent-elle de façon égale tous les adolescents qu'elle forme et permet-elle leur insertion sociale ?

- *L'école socialise*. Elle inculque les valeurs et les normes fondamentales des sociétés démocratiques (égalité, laïcité, méritocratie...). Elle apprend aux enfants et aux adolescents les éléments constitutifs de la culture nationale (langue, histoire...) qui permettent aux individus d'avoir le sentiment d'appartenir à une même communauté, d'avoir la volonté de vivre ensemble et de tisser des liens sociaux (Durkheim).
- *L'école est au cœur de l'égalité des chances et de l'idéal méritocratique*. Elle doit fournir les mêmes moyens à tous pour compenser les handicaps culturels des milieux culturellement défavorisés (égalité des chances). Elle doit sélectionner les meilleurs indépendamment de leur origine sociale ou sexuelle (méritocratie). L'école va donc permettre d'obtenir une société « juste » dans laquelle les individus occupent la place qu'ils méritent et une société « fluide » qui facilite la mobilité sociale (**Doc 3**).
- *L'école fournit des diplômés qui vont faciliter l'intégration dans l'emploi*. De nos jours, la forte progression des emplois qualifiés et la montée du chômage ont rendu indispensable l'obtention d'un diplôme. L'école a donc pour tâche de faciliter l'insertion professionnelle qui est fondamentale pour être intégré dans la société car elle va déterminer la position sociale que l'on occupe dans la société. En 1975, la probabilité de connaître le chômage un à quatre après la sortie de l'Ecole était 3 fois plus élevé pour les non diplômés que pour les diplômés du supérieur (**Doc 2**).
- *L'école participe à la constitution du « capital humain » des individus et indirectement à la croissance économique du pays*. La théorie du capital humain postule que l'éducation élève, chez le futur actif, la productivité. L'investissement dans l'éducation est donc favorable à la croissance et à la création d'emplois qui va permettre l'intégration du plus grand nombre. Ainsi, les Etats-Unis, qui dépensent 2,5 fois plus pour leurs étudiants que la France, ont une croissance annuelle de 1 point supérieure et un taux de chômage réduit de moitié (**Doc 4**).

B – CE QUI EXPLIQUE QU'ELLE SE SOIT MASSIFIEE

Phrase introductive = Pour toutes ces raisons, l'Ecole française s'est démocratisée quantitativement. Elle a accueilli un nombre croissant d'élève et les a formés plus longtemps. En quoi ceci a-t-il favorisé l'intégration sociale ?

- *L'école s'est ouverte au plus grand nombre*. A partir des années 60, une série de réformes (scolarité obligatoire portée à 16 ans, diversification des filières, création d'un baccalauréat professionnel, remise en cause du redoublement, mixité...) a provoqué une augmentation continue des effectifs scolaires et un allongement croissant de la durée de la scolarité qui a profité aux milieux populaires qui en étaient jusqu'alors exclus. La probabilité pour un enfant d'ouvrier de faire des études supérieures a été multipliée par 3,5 en 20 ans contre 2 pour les enfants des autres milieux sociaux (**Doc 1**). L'Ecole est donc devenue moins inégale.
- *L'école a favorisé l'intégration des femmes dans la société* car elle leur a fourni l'occasion de se mesurer aux garçons en toute égalité et parce qu'elle leur a donné les diplômes nécessaires à leur insertion professionnelle et les connaissances nécessaires à l'exercice de la citoyenneté. L'accession des femmes à des métiers autrefois réservés aux hommes (médecins, ingénieurs, chauffeur de bus...) en est un bel exemple.
- *L'école s'est adaptée à l'élévation des qualifications*. Le niveau global de connaissances s'est élevé. La proportion de diplômés dans la population augmente ce qui a permis aux entreprises de recruter les cadres et les professions intermédiaires dont elles avaient besoin et aux individus de mieux s'insérer dans l'emploi. En 1975, un jeune sur 10 sortait avec un diplôme du supérieur. De nos jours, il s'agit de 4 jeunes sur 10 ! (**Doc 1, 2 et 3**).
- *L'école a donc favorisé la mobilité sociale* observée pendant les Trente Glorieuses. Autrefois, l'accès aux positions sociales élevées dépendait essentiellement de la transmission du patrimoine économique. De nos jours, avec la salarisation croissante de la population et le développement des emplois qualifiés du tertiaire, l'école joue un rôle croissant dans l'accès à l'élite sociale (Bourdieu et le « capital culturel »).

Conclusion partielle = L'Ecole a indubitablement rempli son rôle intégrateur. Le meilleur exemple que l'on puisse donner c'est l'intégration des enfants d'immigrés qui, à milieu social identique, obtiennent de meilleurs résultats scolaires que les autochtones et se sentent totalement français.

2 – MAIS CE RÔLE INTEGRATEUR EST DE NOS JOURS REMIS EN QUESTION

A – L'ECOLE A PERDU UNE PARTIE DE SA CAPACITE D'INTEGRATION

Phrase introductive = A partir des années 1970, plusieurs sociologues ont mis à jour les inégalités sociales au sein de l'Ecole (Bourdieu, Boudon, Baudelot, Establet), des discriminations ethniques (Felouzis) et une moindre efficacité des diplômes dans l'insertion professionnelle (Marie-Duru Bellat) :

- *Le système scolaire est encore ségrégationniste.* Les établissements scolaires n'ont pas tous les mêmes moyens. Les lycées de centre-ville sont favorisés. Les filières n'offrent pas les mêmes débouchés et n'ont pas la même composante sociale. Les enfants de cadres sont surreprésentés dans la section S, la plus prestigieuse. Les enfants d'ouvriers se concentrent dans les filières professionnelles peu valorisées. Les classes préparatoires qui sont le vivier de l'élite sont de plus en plus monopolisées par les enfants des milieux favorisés. Plus d'un élève de classe prépa sur 2 est un enfant de cadre alors que ces derniers ne représentent que 15% des élèves de 6ème (**Doc 5 et 6**). La mixité sociale ne se réalise donc pas et lien social risque de se distendre.
- *La réussite scolaire et l'orientation dépendent toujours de l'origine sociale et du sexe.* Les enfants de PCS favorisées réussissent mieux à l'école que les autres et s'orientent dans les filières les plus valorisées. A niveau équivalent, une fille ou un garçon, un enfant de cadre ou d'ouvrier sont plus souvent orientés vers les filières qui leur sont « socialement destinées » : les lettres pour les filles, les sciences pour les garçons, le bac général pour les enfants de cadres, le bac professionnel ou technologique pour les enfants d'ouvrier. La méritocratie n'est donc pas encore une réalité (**Doc 1, 3**).
- *Le diplôme a perdu partiellement sa valeur d'insertion professionnelle et ne protège plus totalement du chômage.* Le processus d'inflation scolaire associé à la montée du chômage provoque une dévalorisation du diplôme (Boudon), l'obligation d'accepter des emplois précaires inférieurs à ce que le diplôme laissait espérer (déclassement) ce qui provoque chez les jeunes un sentiment de frustration relative et une remise en cause de l'école chez les plus démunis. Ainsi, alors que la part des diplômés du supérieur, chez les jeunes entre 1975 et 2004, a été multipliée par 4 le taux de chômage de ces diplômés a gagné de 3 à 5 points (**Doc 2 et 3**).
- *Le diplôme n'est plus l'élément essentiel de l'accès à une position sociale.* A diplôme égal, les garçons s'intègrent mieux sur le marché du travail que les filles ; idem pour les Français par rapport aux étrangers ; idem pour les enfants de PCS favorisées par rapport aux enfants de PCS défavorisées. La mobilité sociale est en panne (**Doc 3**).

Conclusion partielle = Il y a donc un processus de désenchantement vis-à-vis de l'Ecole qui peut expliquer la montée des violences scolaires, le recul de la part des jeunes qui accèdent au baccalauréat ou le retour de l'apprentissage à 14 ans qui touchent essentiellement les milieux populaires (**Doc 1**). Mais, l'Ecole est-elle la principale responsable de ce qui lui arrive ?

B – CAR ELLE SUBIT LA CRISE DE LA SOCIETE FRANCAISE

Phrase introductive = Plusieurs explications ont été données à la crise de l'Ecole :

- *L'Ecole a été rendue en partie responsable de cet affaiblissement de l'intégration.* L'école est un instrument de sélection sociale et non de sélection des meilleurs. Pour Bourdieu et Passeron, dans *Les héritiers* (1964) et *La reproduction* (1970), l'école n'est pas neutre dans la reproduction sociale. Elle impose et légitime une culture savante qui est la culture de la classe dominante. Les enfants de cadres, qui ont hérités du « *capital culturel* » de leurs parents (diplômes, pratiques culturelles...) réussissent mieux à l'école parce qu'ils ont plus d'affinités avec la culture scolaire, alors que les enfants de milieux populaires sont obligés de subir un processus d'*acculturation* (dévalorisation de leur culture et acceptation de la légitimité de la culture scolaire) pour réussir à l'école. Par ailleurs, le personnel de direction et les enseignants sont objectivement favorables à la constitution de bonnes classes et de bons établissements (**Doc 5**).
- *Mais l'Ecole subit aussi les stratégies familiales qui favorisent le séparatisme social.* Pour Bourdieu les familles mobilisent leur « *capital économique* » (établissement privé, soutien scolaire) ou leur « *capital social* » (ensemble des relations familiales, amicales, professionnelles) pour contourner le système scolaire, obtenir une bonne classe, un bon lycée, une bonne filière, un emploi. Or, les milieux aisés disposent de ressources économiques et d'un carnet d'adresse beaucoup plus abondant que les milieux populaires (**Doc 3, 5, 6**). Pour Boudon (*L'inégalité des chances*) la scolarité est perçue comme le résultat d'une succession de choix : à chaque étape scolaire, l'individu rationnel se demande s'il poursuit ou non ses études et si oui dans quelle filière. Les enfants de milieux populaires sont conduits rationnellement à privilégier les études courtes et professionnelles qui, pensent-ils, peuvent leur fournir rapidement un métier au moindre coût. A note égale, les sociologues ont en effet observé que les prétentions au passage dans la classe supérieure étaient inférieures dans les milieux ouvriers à celles des cadres. La faible mobilité n'est donc qu'un effet d'agrégation des décisions individuelles.
- *Enfin, l'école subit la montée du chômage de masse et le manque de volonté politique pour y faire face.* La dévalorisation du diplôme et le déclassement social ne proviennent pas du diplôme lui-même mais d'un manque de création d'emplois qualifiés. Or, cette création dépend en partie de la croissance économique qui est elle-même influencé par les investissements dans l'éducation et la recherche (théorie de la croissance endogène). La France n'a pas fait un effort suffisant dans ce domaine quand on compare son investissement à celui des Etats-Unis ou à celui des pays scandinaves (**Doc 4 et 5**).

Conclusion :

Rappel de la démonstration = L'Ecole est un des rares lieu qui permettent le brassage social, des garçons et des filles, des milieux sociaux différents, des nationalités...même si elle n'échappe pas aux tendances séparatistes et inégalitaires de la société.

Ouverture = Le lien social est affaire de volonté politique. L'Etat doit engager des réformes pour rendre l'école plus égalitaire (par des mesures de « discriminations positives » ?). Mais les entreprises et les ménages ont aussi leur rôle à jouer en adhérant pleinement aux valeurs de la république : liberté, égalité, fraternité.

